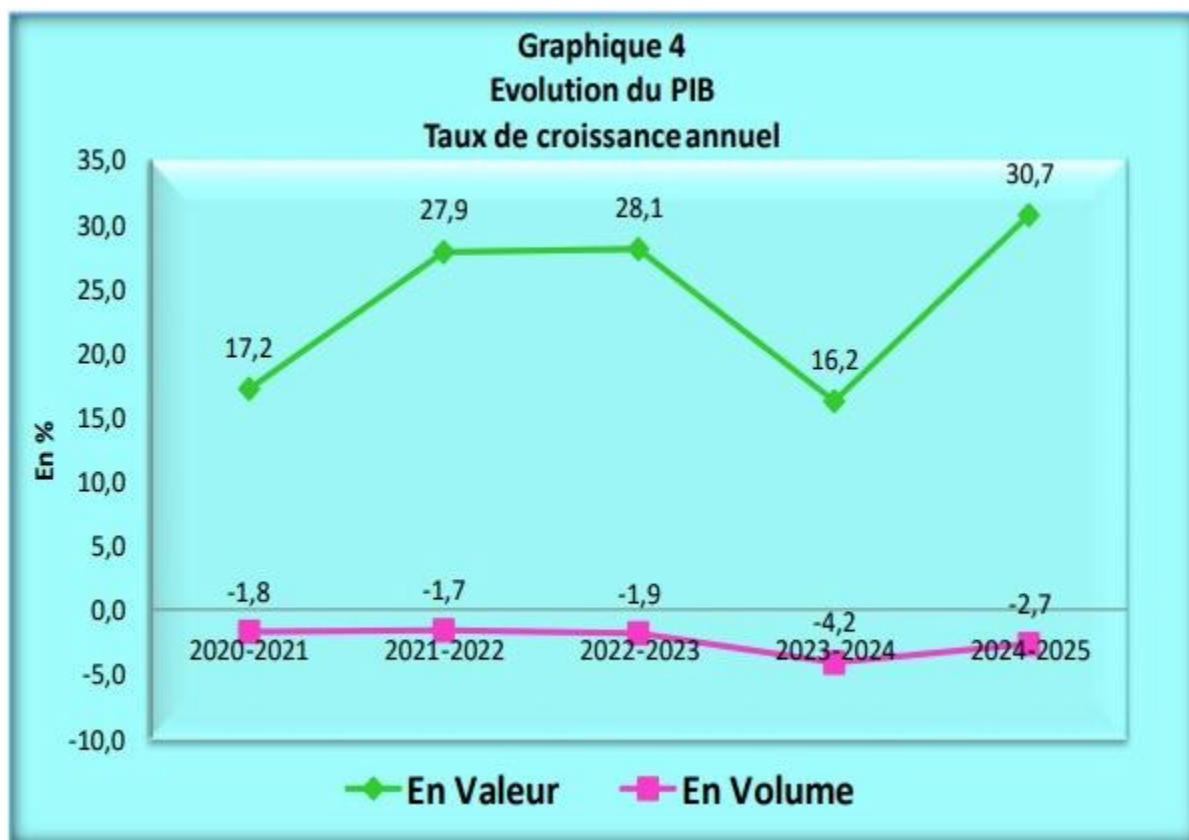


Le Nouvelliste 29 déc. 2025

L'activité économique poursuit sa chute en Haïti : -2,7% de croissance en 2025

L'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) vient de publier les Comptes économiques en 2025, et comme beaucoup d'analystes économiques l'avaient prédit, Haïti entre dans sa septième année de baisse continue de l'activité économique avec une contraction de la croissance calculée à 2,7%.



Evolution du PIB, taux de croissance annuel

Depuis 2019, soit sept années consécutivement, Haïti enregistre une série ininterrompue de contraction de son Produit Intérieur Brut (PIB) à prix constants, accusant ainsi une chute, en moyenne annuelle, de 2,4%. En effet, avec une décroissance du PIB, en volume, de 2,7 %, l'année fiscale 2025 s'inscrit en droite ligne dans la spirale négative de l'économie haïtienne amorcée depuis déjà sept ans.

Ces statistiques préoccupantes ne traduisent pas seulement une simple contraction, récession ou dépression économique abstraite. Elles masquent aussi et surtout des drames bien réels, notamment la réalité alarmante des conditions de vie durant ces sept dernières années, car

chaque point du PIB perdu correspond, en quelque sorte, à une augmentation de la précarité des conditions de vie de la population, indique l'IHSI.

Cela se traduit par la réduction du nombre d'emplois créés, par moins de revenus générés - et face à une inflation déjà galopante - par l'érosion du pouvoir d'achat des ménages. Tout cela amène évidemment à une augmentation de la pauvreté.

À cet égard, l'un des indicateurs les plus parlants constitue le nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë qui est passé de 2,3 millions en décembre 2018 pour atteindre plus de 5,7 millions en septembre 2025. Ainsi, parmi les multiples conséquences de ces années de récession économique, il faut aussi relever ces 3,4 millions de personnes additionnelles en insécurité alimentaire aiguë, enregistrées de 2018 à 2025.

La septième année consécutive de recul du PIB confirme la trajectoire récessive prolongée et l'incapacité chronique de l'économie haïtienne à renouer avec la croissance. Cette contraction cumulée s'inscrit dans un contexte où les chocs sécuritaires, politiques et sociaux amplifient les vulnérabilités macroéconomiques, accentuent la désarticulation des secteurs productifs, conduisant ainsi à la dégradation continue des moyens de production.

Les facteurs défavorables qui sont à l'origine de la contraction du PIB en 2025 ne sont pas tellement différents de ceux des années précédentes. Hormis les contraintes structurelles chroniques qui ont toujours marqué l'économie haïtienne, c'est surtout la crise sécuritaire, sans précédent, avec les goulots d'étranglements subséquents qui continuent de plomber la relance des activités.

La persistance de la crise sécuritaire, le rançonnement des transporteurs sur les axes stratégiques, le blocage des routes nationales empêchant la libre circulation des biens et des personnes, ainsi que la paralysie des principaux marchés publics de Port-au-Prince constituent autant d'obstacles qui ont, énormément, restreint en 2025 les marges de manœuvres des agents économiques, tant du secteur formel qu'informel.

À toutes ces embûches s'ajoutent, également, les chocs logistiques majeurs liés à la suspension, depuis en novembre 2024, des vols internationaux de passagers à l'Aéroport International Toussaint Louverture, le ralentissement marqué des activités au Port International de Port-au-Prince au cours de la même année fiscale.

Ainsi, l'économie haïtienne continue de subir, de plein fouet, les contrecoups de la crise sécuritaire et les soubresauts de l'instabilité politique et sociale. Cette situation n'a pas cessé, en 2025 encore, de décapitaliser les agents économiques, de provoquer la fermeture ou le déplacement des entreprises, d'occasionner la compression ou le licenciement du personnel, sans compter les déplacements internes.

...

Quand on considère l'évolution du PIB et des prix sur le marché, on serait tenté de dire que la crise économique en Haïti de ces sept dernières années constitue un cas d'école dans la mesure où elle combine à la fois des éléments de stagflation et de dépression économiques. Théoriquement parlant, la dépression correspond à une baisse substantielle et durable de l'activité économique, comme nous le vivons depuis quelque temps, mais aussi, en raison de la chute de la demande, elle s'accompagne également de la baisse des prix sur le marché, ce qui n'est absolument pas le cas actuellement. En revanche, la stagflation se réfère, à la fois, à une économie stagnante ou avec de légères hausses (contrairement à la situation du moment où il s'agit plutôt de fortes contractions) et à une inflation généralisée (comme c'est le cas actuellement).

En effet, les prix se sont accélérés en 2025 avec des variations respectives de L'Indice Général des Prix à la Consommation (IPC), en glissement et en moyenne annuels, de 31,9 % et 28,3% en 2025, contre 27,9% et 25,8% en 2024. Cette évolution met en évidence une intensification des pressions inflationnistes, particulièrement internes.

...

Le renchérissement des prix en 2025 s'explique, principalement, par l'aggravation de la crise sécuritaire qui a provoqué des perturbations significatives dans les circuits de distribution, accentuant ainsi les pressions inflationnistes. Pour être plus précis, les facteurs spécifiques à l'origine de l'accélération des prix en 2025 peuvent ainsi se résumer :

- Rançonnage des marchandises et des passagers par les gangs qui extorquent de l'argent sur les routes nationales, augmentant, ipso facto, le coût des transports et, subséquemment, le prix de revient des marchandises.
- Blocage des routes stratégiques qui perturbe l'acheminement des produits agricoles et manufacturés, créant des pénuries locales.
- Montants exorbitants que les agriculteurs et certains entrepreneurs sont forcés de verser aux groupes armés pour pouvoir exercer leurs activités.
- Faiblesse de l'offre interne en denrées alimentaires due, notamment, à la chute de la production agricole en 2025.
- Pénurie d'électricité, consécutive aux sabotages des installations électriques de la Compagnie Nationale d'Électricité (ED'H), provoquant ainsi une augmentation des coûts de production des entreprises.

...

Cyrien L. Gary